



**Liberté • Égalité • Fraternité**  
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFET DU NORD**

Préfecture du Nord

Direction  
des politiques publiques

Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement

Réf : DiPP-Bicpe/BD

**Arrêté préfectoral imposant à la société MINAKEM  
BEUVRY PRODUCTION des prescriptions  
complémentaires pour le changement d'exploitant  
et la constitution de garanties financières au titre  
de l'article R.516-1 alinéa 3 pour son  
établissement situé à BEUVRY LA FORET**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais  
Préfet du Nord  
Officier de la légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, et notamment le titre I du livre V pour ses parties législative et réglementaire ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières, en application du point 5 de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2001 accordant à la société SEAC - siège social : 145 chemin des Lilas 59310 BEUVRY LA FORET – l'autorisation de poursuivre l'exploitation de son unité de fabrication de produits chimiques organiques à BEUVRY LA FORET, 145 chemin des Lilas ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2003 accordant à la société SEAC l'autorisation de modifier ses stockages pour améliorer la sécurité de son unité de fabrication de produits chimiques de synthèse à BEUVRY LA FORET, 145 chemin des Lilas ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 mars 2005 autorisant la société MINAKEM à poursuivre l'exploitation des activités jusqu'alors exploitées par la société SEAC ;

Vu le courrier du 25 mars 2014 par lequel l'exploitant transmet sa demande de changement d'exploitant précisant que :

- l'exploitant a transféré une partie des actifs de la société MINAKEM BEUVRY SAS à la société MINAKEM BEUVRY PRODUCTION SAS, récemment créée,
- le reste des actifs, à savoir la distribution, n'a pas été transféré mais a fusionné dans la holding MINAKEM pour ensuite changer de nom et devenir MINAKEM SAS ;

Vu le courrier du 30 mai 2014 par lequel la société MINAKEM BEUVRY PRODUCTION transmet une proposition de calcul du montant de la garantie financière applicable aux installations de son établissement de BEUVRY LA FORET visées sous les rubriques 1171-1-A et 1171-2-A ;

Vu le rapport du 3 février 2015 de la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement par intérim, chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 17 mars 2015 ;

Considérant que la société MINAKEM BEUVRY PRODUCTION est visée dans la liste des installations figurant à la première colonne de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières, en application du point 5 de l'article R.516-1 du code de l'environnement pour ses installations visées sous les rubriques 1171-1-A et 1171-2-A ;

Considérant qu'en application de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières, en application du point 5 de l'article R.516-1 du code de l'environnement, cette obligation démarre au 1<sup>er</sup> juillet 2012 ;

Considérant qu'en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières, en application du point 5 de l'article R.516-1 du code de l'environnement, l'exploitant doit, pour les installations concernées, constituer 20 % du montant initial des garanties financières dans un délai de deux ans, soit avant le 1<sup>er</sup> juillet 2014 ;

Considérant qu'en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées, la proposition de montant des garanties financières est adressée au préfet au moins 6 mois avant la première échéance de constitution, soit avant le 31 décembre 2013 ;

Considérant que la société a transmis cette proposition et que le montant des garanties financières proposé respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées ;

Considérant que ce montant est établi sur la base de quantités de déchets entreposés qu'il convient de fixer ;

Considérant que l'article R.512-31 du code de l'environnement prévoit que des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'inspection des installations classées afin de fixer des prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 rend nécessaires ;

Sur la proposition du Secrétaire général de la préfecture du Nord,

## ARRÊTE

### Article 1 - Changement d'exploitant

La société MINAKEM BEUVRY PRODUCTION SAS dont le siège social est situé 145 chemin des Lilas à Beuvry-La-Forêt (59310) est autorisée à poursuivre l'exploitation des activités et installations de l'établissement situé au 145 chemin des Lilas à Beuvry-La-Forêt (59310) jusqu'alors exploitées par la société MINAKEM.

### Article 2 - Garanties Financières SEVESO

#### 2.1. - Objet

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent aux installations visées aux rubriques 1171-1-A et 1171-2-A de la nomenclature des installations classées dans les conditions reprises ci-dessous :

Rubriques	Activité/intitulé	Volume déclaré de l'activité	Paramètre de classement	Régime
1171-1-A	Fabrication industrielle de substances/préparations dangereuses pour l'environnement - Très toxiques pour les organismes aquatiques	= 500 tonnes	= 200 tonnes	AS
1171-2-A	Fabrication industrielle de substances/préparations dangereuses pour l'environnement - Toxiques pour les organismes aquatiques	= 2000 tonnes	= 500 tonnes	AS

Les garanties financières permettront, en cas de défaillance de l'exploitant :

- la surveillance et le maintien en sécurité des installations en cas d'événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement ;
- l'intervention en cas d'accident ou de pollution.

#### 2.2. - Montant des garanties financières

Les garanties financières sont calculées selon la méthode forfaitaire conformément à l'annexe II de la circulaire du 18 juillet 1997.

Le montant des garanties financières est fixé à 672 683 € (six cent soixante-douze mille six cent quatre-vingt-trois euros).

L'indice de travaux publics de référence (TP01) pour la réactualisation du montant est celui de septembre 2014, soit 700,5.

#### 2.3. - Établissement des garanties financières

Dans le mois qui suivra la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet le document attestant la constitution des garanties financières, établi dans les formes prévues par l'Arrêté Ministériel du 31 juillet 2012.

#### 2.4. - Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévue à l'article 2.3. Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'Arrêté Ministériel du 31 juillet 2012.

### 2.5. - Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

### 2.6. - Révision du montant des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières nécessite une révision du montant de référence et doit être portée à la connaissance du Préfet avant sa réalisation.

### 2.7. - Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension de fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

### 2.8. - Appel des garanties financières

Le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- a) en cas de disparition juridique de l'exploitant ;
- b) en cas de défaillance de l'exploitant ;

et lors d'intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en **cause** directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières ou pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'événements exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.

## Article 3 - Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1<sup>er</sup> du livre V du Code de l'Environnement.

## Article 4 - Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LILLE :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou l'affichage de cette décision.

## Article 5 - Décision et notification

Le Secrétaire général de la préfecture du Nord et le Sous-préfet de DOUAI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- Maire de BEUVRY LA FORET,
- Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.


En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de BEUVRY LA FORET et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie de BEUVRY LA FORET pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,

- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant, ainsi que sur le site internet de la Préfecture du Nord ([www.nord.gouv.fr](http://www.nord.gouv.fr) rubrique ICPE – Autre ICPE : agricoles, industrielles, etc – prescriptions complémentaires).

Fait à Lille, le 26 MAI 2015

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général Adjoint

  
Guillaume THIRARD

